



HAL
open science

Quand l'état critique est salubre

Stéphane Dufoix

► **To cite this version:**

Stéphane Dufoix. Quand l'état critique est salubre : Du procès du " décolonialisme " à l'urgence du décentrement. Astérian, 2022, 10.4000/asterion.8641 . hal-04419636

HAL Id: hal-04419636

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04419636>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Astérior

Philosophie, histoire des idées, pensée politique

27 | 2022

Critique et sciences sociales

Quand l'état critique est salutaire. Du procès du « décolonialisme » à l'urgence du décentrement

When critical state is beneficial. From the trial of "decolonialism" to the emergency of decentering

Stéphane Dufoix



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asterion/8641>

DOI : [10.4000/asterion.8641](https://doi.org/10.4000/asterion.8641)

ISSN : 1762-6110

Éditeur

ENS Éditions

Ce document vous est offert par Fondation nationale des sciences politiques



Référence électronique

Stéphane Dufoix, « Quand l'état critique est salutaire. Du procès du « décolonialisme » à l'urgence du décentrement », *Astérior* [En ligne], 27 | 2022, mis en ligne le , consulté le 26 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/asterion/8641> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asterion.8641>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Quand l'état critique est salutaire. Du procès du « décolonialisme » à l'urgence du décentrement

When critical state is beneficial. From the trial of "decolonialism" to the emergency of decentering

Stéphane Dufoix

NOTE DE L'AUTEUR

Certains passages de cet article, notamment dans la première et la deuxième partie, reprennent et amplifient des éléments déjà présents dans un article publié le 9 novembre 2020 dans *The Conversation* puis repris par le même organe de presse le 17 février 2021.

- 1 La sociologie est en crise. Et l'on pourrait ajouter qu'elle l'est dans les deux sens de la formule. Elle se pratique et se pense dans un monde qui est en crise : crise économique, crise écologique, crise sanitaire. En tant que discipline à l'échelle mondiale, comme bien souvent également à l'échelle régionale – celle des différentes parties du monde – ou nationale, elle est également en période de crise, critiquée sur son utilité, sur son sens, sur son histoire ou encore sur son éthique.
- 2 Cette situation est loin d'être nouvelle. Si le terme même de *crise* appliqué à la sociologie semble n'être utilisé qu'à partir de la fin des années 1940¹, il devient de plus en plus courant à partir des années 1970, que ce soit sous la plume du sociologue colombien Orlando Fals Borda en direction d'une « sociologie de la libération » et d'une « sociologie engagée » pour l'Amérique latine² ou bien sous celle, très différente, de Raymond Boudon lorsqu'il oppose en 1971 la scientificité de l'individualisme méthodologique aux idéologies métaphysiques du relativisme, le tout dans un cadre largement franco-français³. Sous de multiples formes, ces « mises en crise » censées

décrire la crise de la discipline n'ont pas disparu, continuellement portées par les oppositions à l'eurocentrisme dans les pays non occidentaux, ou bien réapparaissant de manière régulière, précisément en Occident, sous la forme d'une opposition nette entre une version nomothétique et une version idiographique de la sociologie telle qu'elle a pu se mettre en place, sous des formes différentes, au cours de la *Methodentstreit* allemande de la fin du XIX^e siècle. La croyance en une science des lois du social se manifeste généralement soit comme la nécessaire ancillarité de la discipline par rapport à la biologie évolutionniste⁴, soit comme son obédience nécessaire aux sciences cognitives en plein essor⁵.

- 3 Dans un cas comme dans l'autre, la particularité des sciences sociales – et notamment celle de la sociologie – n'est finalement que rarement prise en compte : soit elles apparaissent comme des sciences positives dont l'objet se contente d'être le social, soit comme des dépendances des sciences cognitives. Leur autonomie comme sciences sociales est souvent, et de plus en plus, mise en cause. Pour ne prendre que le cas de la France, les quinze dernières années ont été particulièrement propices à un dénigrement très fort de la sociologie et de l'approche constructiviste en général. Au moment du grand débat sur l'identité à la fin des années 2000, les sciences sociales constructivistes, attachées à produire une histoire complexe de l'identité française, ont subi les attaques des pourfendeurs de la repentance au point que l'historienne Anne-Marie Thiesse est traitée de « sociologue » pour ses travaux sur la nation⁶. Quelques années plus tard, au lendemain des attentats de 2015, c'est de manière encore plus directe que l'espace politique s'en prend à la sociologie. De fin novembre à début janvier, le Premier ministre Manuel Valls a multiplié les déclarations relatives au fait qu'aucune excuse sociale, sociologique ou culturelle ne pouvait être trouvée aux comportements des terroristes. Le 9 janvier, il martelait que « pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser »⁷. Les réactions des sociologues ne se firent guère attendre, sous la forme de tribunes⁸ ou même d'ouvrages⁹ défendant tout à la fois la scientificité de la sociologie et son utilité critique dans la mise en évidence des mécanismes largement invisibles de domination sociale. Une troisième mise en cause, celle qui nous intéresse directement dans cet article, est plus récente et encore en cours. Elle s'amorce à partir de 2018 dans la critique – politique et académique – de textes et de mouvements qui présenteraient la particularité, sous couvert de la défense de notions comme indigénisme, intersectionnalité, postcolonialité ou décolonialisme, de remettre en question aussi bien l'universalité de la science que sa neutralité en venant mettre l'accent sur des catégories essentialisantes mises au service d'entreprises idéologiques et non scientifiques.

Pour un rappel des faits

- 4 Toutes les dimensions signalées plus haut ne se rejoignent pas en même temps. La mention de l'indigénisme s'appuie sur la publication en 2005 du Manifeste des indigènes de la République¹⁰ défendant l'idée selon laquelle la France est encore un pays colonial et qu'il est nécessaire d'œuvrer en direction de sa « décolonisation », qui fit l'objet d'un large tollé médiatique et politique.

- 5 L'une des premières manifestations de l'opposition aux approches académiques postcoloniales présente la particularité d'être largement cantonnée aux milieux scientifiques où les études postcoloniales – ce par quoi il faut entendre aussi bien, dans certains cas, la prise en compte plus ou moins extensive de la bibliothèque postcoloniale anglophone¹¹ ou bien, plus fréquemment, la postcolonisation de prises de positions françaises sur le thème du colonial ou de l'immigration¹² – font l'objet de réactions largement négatives au sein de la communauté académique, soit pour leur inutilité soit pour leur nocivité à l'égard d'une conception universaliste de la science¹³.
- 6 En août 2011, en réaction à la publication de plusieurs manuels de biologie de première faisant référence à la question du genre, 80 parlementaires de l'UMP (Union pour un mouvement populaire, qui succède au RPR et à Démocratie libérale en 2001) écrivent au ministre de l'Éducation nationale pour protester contre cette mention d'une « théorie philosophique et sociologique qui n'est pas scientifique, qui affirme que l'identité sexuelle est une construction culturelle »¹⁴. C'est en effet au travers de la question du genre que se manifeste en premier l'opposition à la fois politique et académique à ces approches perçues comme nouvelles et qui viendraient, via la déconstruction ou le constructivisme, remettre en cause l'ordre naturel des choses. La progressive montée en puissance en France des études de genre et de la thématique de l'intersectionnalité n'ont fait que radicaliser ces réactions.
- 7 La thématique du « décolonialisme » est plus récente. Le terme lui-même ne fait son apparition en France que très récemment, aux alentours de 2017 aussi bien dans l'espace intellectuel¹⁵ que dans l'espace journalistique¹⁶. Depuis maintenant cinq ans, le mot lui-même – sur lequel nous reviendrons plus bas – est en définitive devenu l'hyperonyme le plus courant permettant d'embrasser ceux que nous venons de mentionner, en particulier dans le cadre d'une offensive intellectuelle mêlant habilement autorité intellectuelle et autorité médiatique dans certains journaux ou magazines. Dès novembre 2018, le magazine *Le Point*, marqué par son positionnement dans le pôle conservateur de droite de l'espace médiatique, notamment par inscription pro-républicaine et anti-« communautariste », publie une tribune signée par 80 « intellectuels » et universitaires – dont les signatures vont souvent se retrouver les unes à côté des autres au cours des années suivantes – mettant en cause une « nébuleuse » politique et idéologique qui se présente sous les oripeaux de la science :
- [...] tout en se présentant comme progressistes (antiracistes, décolonisateurs, féministes...), ces mouvances se livrent depuis plusieurs années à un détournement des combats pour l'émancipation individuelle et la liberté, au profit d'objectifs qui leur sont opposés et qui attaquent frontalement l'universalisme républicain : racialisme, différentialisme, ségrégationnisme (selon la couleur de la peau, le sexe, la pratique religieuse). Ils vont ainsi jusqu'à invoquer le féminisme pour légitimer le port du voile, la laïcité pour légitimer leurs revendications religieuses et l'universalisme pour légitimer le communautarisme.¹⁷
- 8 Ce « détournement » est donc lu comme une entreprise collective d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas en réalité « scientifique » puisque, sous couvert d'appel à l'ouverture, il s'agit bel et bien d'une attaque frontale contre la tolérance et la démocratie :
- La situation est alarmante. Le pluralisme intellectuel que les chantres du « décolonialisme » cherchent à neutraliser est une condition essentielle au bon fonctionnement de notre démocratie. De surcroît, l'accueil de cette idéologie à l'université s'est fait au prix d'un renoncement à l'exigence pluriséculaire de qualité qui lui valait son prestige.¹⁸

- 9 Un an plus tard, dans *L'Express*, à l'instigation de Pierre-André Taguieff, les « bonimenteurs du *postcolonial business* » se voient reprocher de voir du colonialisme partout et de rechercher une « respectabilité académique » au sein de l'Université française¹⁹. Les « études postcoloniales » se voient surtout accuser de former « ainsi une nébuleuse plutôt qu'une école de pensée ou un champ de recherches défini par sa méthodologie, sa conceptualité spécifique et un corps d'hypothèses », leur « bouillie rhétorique » se réduisant à des « emprunts à une poignée d'auteurs célèbres réunis sous le label trompeur de "*French Theory*". C'est à leurs noms que sont accrochés des textes qui, revendiquant la posture de la "radicalité" (théorique, politique, etc.), sont écrits en jargon pédantesque. On en retient la thèse relativiste selon laquelle l'idée d'une rationalité universelle n'est qu'une imposture occidentale »²⁰. Pourtant, il est possible d'étudier scientifiquement, « sans esbroufe, sans mythologie victimaire, sans volonté de vengeance ni ressentiment », « les héritages polymorphes de l'esclavage et de la colonisation »²¹. Mais, et c'est là que les dénonciateurs de l'imposture occidentale sont les véritables imposteurs²², « c'est précisément ce que ne font pas les idéologues décoloniaux ou indigénistes et leurs cousins postcolonialistes, en dépit de leurs efforts pour acquérir une respectabilité académique »²³. De manière fort intéressante, les assignations au « postcolonialisme » ne visent que des auteurs français toujours accompagnés d'un qualificatif jugé « infamant » – la « militante décoloniale Françoise Vergès », « l'indigéniste Le Cour Grandmaison » ou « l'entrepreneur idéologique et médiatique Pascal Blanchard » – alors que les porteurs ou porteuses de la bonne parole scientifique sont « l'universitaire Isabelle Barbéris », « l'historienne Emmanuelle Sibeud » ou encore « les historiens Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Naquet ». L'ACHAC (Association Connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine), fondée en 1989 et censée monopoliser les études postcoloniales en France est présentée comme « regroupant des chercheurs véritables ou supposés, des militants politiques, des journalistes ou des entrepreneurs idéologiques ou culturels [...] »²⁴.
- 10 Une nouvelle tournure est donnée à cette offensive quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre 2020. À la suite de l'entretien donné par le ministre de l'Éducation nationale au *Journal du dimanche* le 25 octobre, dans lequel il insiste sur la nécessité de dénoncer et de combattre « une matrice intellectuelle venue des universités américaines et des thèses intersectionnelles », ce qu'il présente comme une « idéologie » qui aurait « gangrené une partie non négligeable des sciences sociales françaises » en la rapprochant de l'islamisme radical devient le cœur de la polémique²⁵. Déjà présent dans la littérature académique et les médias depuis presque une vingtaine d'années, l'expression « islamo-gauchisme » dont l'invention est revendiquée par Pierre-André Taguieff²⁶ acquiert une place importante dans l'espace politique, intellectuel et médiatique, qu'il s'agisse de le stigmatiser ou de dénoncer sa pertinence. Toujours est-il que ce « branchement » du postcolonialisme sur l'islamisme offre la possibilité de s'en prendre encore plus durement à l'ennemi qui vient et qui s'infiltrer jusque dans les rangs des universités sans que personne ne s'en rende compte à part une centaine d'universitaires éclairés qui publient dans *Le Monde* du 31 octobre 2020 une tribune s'en prenant explicitement à la dangerosité de l'« islamo-gauchisme » :
- Qui pourrait nier la gravité de la situation aujourd'hui en France, surtout après le récent attentat de Nice – une situation qui, quoi que prétendent certains, n'épargne pas nos universités ? Les idéologies indigéniste, racialisée et « décoloniale » (transférées des campus nord-américains) y sont bien présentes, nourrissant une haine des « Blancs » et de la France ; et un militantisme parfois violent s'en prend à

ceux qui osent encore braver la doxa antioccidentale et le prêchi-prêcha multiculturaliste.²⁷

- 11 D'une façon analogue à ce que l'on peut observer pour l'émergence et la structure des usages du terme *communautarisme*²⁸, l'adjectif *décolonial* et le substantif *décolonialisme*, qui sont les plus récents²⁹ – en tout cas avant que ne surgisse en France les mots *woke* et *wokisme* qui, sans nécessairement présenter exactement les mêmes usages puisque les termes ont tendance à subir par celles et ceux qui les utilisent et/ou les expliquent des processus d'agrégation à d'autres termes ou d'accumulation de pesanteur sémantique – se trouvent ainsi en affinité élective avec d'autres matrices sémantiques plus anciennes qu'ils modifient tout en ravivant leur éclat par l'apport de nouveaux brandons. Parmi ces moments qui sont devenus autant de discours dont l'historicité se perd souvent, citons un peu pêle-mêle l'affaire du voile de Creil, le bicentenaire de la Révolution française, les « territoires perdus » de la République, le séparatisme, le communautarisme, la « théorie » du genre, le débat sur l'identité nationale, l'immigration et l'intégration, l'anti-américanisme, la mondialisation, etc.³⁰. De ce discours néo-républicain multiforme est née – ressuscitée faudrait-il écrire, mais l'on sait que rien ne revient jamais sous la même forme – une perspective exceptionnaliste sur l'universalisme républicain français et, par extension, sur l'universalisme scientifique qui, pas plus que la loi française, ne saurait tolérer les attaques à l'indivisibilité qui proviennent d'outre-Atlantique, comme le montre de manière exemplaire la citation suivante :

Alors que le port du voile – parmi d'autres symptômes – se multiplie ces dernières années, il serait temps de nommer les choses et aussi de prendre conscience de la responsabilité, dans la situation actuelle, d'idéologies qui ont pris naissance et se diffusent dans l'université et au-delà. L'importation des idéologies communautaristes anglo-saxonnes, le conformisme intellectuel, la peur et le politiquement correct sont une véritable menace pour nos universités.³¹

- 12 En janvier 2021 intervient la création de l'« Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » – mais dont l'adresse internet est www.decolonialisme.org – formé par 76 universitaires, et dont l'objectif serait de « mettre un terme à l'embrigadement de la recherche et de la transmission des savoirs ». La recherche n'est alors plus seulement l'objet d'un diagnostic, mais celui d'un protocole à administrer pour séparer le bon grain et l'ivraie tout en maintenant la nécessité de se défendre face aux divisions qui fracturent les États-Unis. Dès le 14 février 2021, Frédérique Vidal annonce sur le plateau de la chaîne d'informations CNews vouloir demander au CNRS une enquête « sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets [il s'agit de « l'islamo-gauchisme qui gangrène la société »³²] dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion ».
- 13 En effet, interrogée par la députée de la France insoumise Bénédicte Taurine à propos de la précarisation de la recherche universitaire lors de la séance des questions au gouvernement le 16 février 2021, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche répond d'abord que c'est « la radicalisation des opinions qui met le plus en danger la capacité à mener des débats contradictoires » avant d'ajouter :

J'ai été interrogée au sujet des violences sexistes et sexuelles et jamais vous ne m'entendrez exprimer autre chose que mon soutien total et inconditionnel aux victimes. J'ai été interrogée sur ce phénomène que l'on voit apparaître à l'université et que des enseignants et des chercheurs dénoncent, se disant empêchés par d'autres de mener leurs recherches. J'ai dit cette chose très simple : l'université

n'est pas étanche, elle est traversée par tous les courants de la société et son rôle est toujours de les étudier, de les comprendre et de faire en sorte que le fameux débat contradictoire entre pairs puisse se tenir, loin de toute caricature.

En sociologie, on appelle cela « mener une enquête » et je vais en effet demander au président du CNRS, dont dépend l'alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales, l'alliance Athéna, de faire un bilan de l'ensemble des recherches qui se déroulent dans notre pays, notamment de celles qui portent sur le postcolonialisme.

J'ai été extrêmement choquée de voir apparaître au Capitole le drapeau confédéré et je pense qu'il est essentiel que les sciences humaines et sociales se penchent sur ces questions qui sont encore aujourd'hui d'actualité.³³

- 14 En quelques jours, les réponses et contre-réponses ne se font pas attendre : tribune pour la démission de la ministre³⁴, contre-tribune sur le « dévoiement militant de la recherche »³⁵, remise par Michel Wieviorka d'un rapport non officiel – sous forme de petit livre – sur les questions de racisme, antisémitisme, antiracisme³⁶, puis publication par l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires d'un « rapport » destiné à pallier le refus du CNRS, dans lequel sont amoncelés, presque sans aucun ordre, les « preuves » de l'invasion idéologique postcoloniale et décoloniale de la recherche française³⁷.
- 15 Arrêtons ici l'exposé des faits. Cela ne signifie nullement que les attaques réciproques se soient achevées ou aplanies. Il faudrait notamment revenir sur l'organisation récente, les 7 et 8 janvier 2022, d'un colloque tenu à la Sorbonne à l'initiative de l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, et éloquentement intitulé « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture »³⁸. De nombreux posts, articles ou ouvrages poursuivent jusqu'à une période très récente³⁹ la litanie d'un pseudo-débat qui n'est en réalité qu'une vaste mascarade puisque personne ou presque ne s'entend, ne s'écoute ni ne saisit, au-delà des enjeux directement politiques – fussent-ils brandis au nom même d'une recherche asymptotiquement « pure »⁴⁰ – ce qui devrait idéalement être entrepris pour mieux approcher ce qui se joue dans le « décolonialisme ». Le mot est désormais devenu le terme le plus générique, l'hyperonyme englobant désormais bien souvent – tout au moins dans la bouche ou sous la plume de celles et ceux qui s'en font les accusateurs – toute référence en sciences sociales à la race et au racisme, au genre, à la sexualité, à l'ethnicité, à la religion, aux identités, au point que Taguieff n'hésite pas à écrire qu'il « est la maladie sénile de la gauche intellectuelle contemporaine »⁴¹. La récente nomination de l'historien Pap Ndiaye – qui fut notamment l'auteur de *La condition noire*⁴² ainsi que, avec la secrétaire générale du Défenseur des droits Constance Rivière, d'un rapport sur la diversité à l'Opéra de Paris⁴³ – à la tête du ministère de l'Éducation nationale ne constitue donc que le dernier avatar en date de l'offensive en règle contre la pensée critique universitaire antiraciste⁴⁴.
- 16 Dans une tribune publiée par *Libération* le 26 octobre 2020, Pierre-André Taguieff écrivait que « les querelles de mots ne doivent pas nous empêcher de voir la dure réalité, surtout lorsqu'elle contredit nos attentes ou heurte nos partis pris »⁴⁵. Pourtant, comment envisager, si l'on souhaite revisiter la querelle médiévale des universaux, que la réalité (les choses) puisse être envisagée sans la capacité – légitimée, autorisée, refusée ou discutée – à les nommer ?
- 17 Comme nous y invite apparemment Taguieff – sans d'ailleurs s'intéresser à la dynamique des « querelles de mots » –, mais comme nous l'avons véritablement fait⁴⁶,

la compréhension des mots ne peut se passer de la reconstitution historique de leurs usages.

Rétablir la complexité de la réalité

- 18 Il est frappant de constater qu'en voulant rendre la « controverse » plus « scientifique », le sociologue Olivier Galland se contente de se poser la question des preuves du « décolonialisme » sans jamais tenter de poser une définition sur ce dont il s'agit ou sans s'interroger sur un éventuel « trouble » dans les usages des mots au sein de cette controverse⁴⁷. Pourtant, l'un des aspects les plus étonnants de cette dernière – en particulier quand on la regarde à partir d'un œil de sociologie historique des sciences sociales – est justement la totale fabrication du terme *décolonialisme* dans le contexte français par rapport à l'existence empirique d'une approche scientifique se revendiquant de la décolonialité. Si l'on cherche dans l'onglet « Décolonialisme ? » de l'Observatoire du décolonialisme, on obtient l'argumentaire suivant :

Le décolonialisme part d'un aphorisme simple : toute affirmation « tu es » procède d'une grille de lecture culturelle liée à un « Je » qui reflète en miroir l'opinion *mainstream* de cette culture. Soit le « Je » y adhère, soit au contraire il s'y soumet.

Ce mécanisme est un « colonialisme » de l'esprit reposant sur un aphorisme simple : Coloniser c'est mal.

Or éduquer : c'est coloniser les esprits.

Donc éduquer c'est mal.

Ce colonialisme existe à tous les niveaux d'une société : au niveau micro-local où les rapports de force sont soutenus par une vision condescendante du colon pour le colonisé ; au niveau démocratique où le colon impose sa grille politique ; au niveau scolaire, où le colon impose sa vision de l'histoire ; au niveau mondial, où le colon impose sa vision de l'économie.

Le colon, en l'espèce, est porteur des germes d'une culture dominante à tous les niveaux : il est occidental et donc soumis à l'Empire américain, il est capitaliste, il est hétérosexuel : en un mot – il est *blanc*.⁴⁸

- 19 Voilà donc ce qui ressemble le plus à une « définition » du « décolonialisme » dont on peut aussi, en particulier à partir des textes présentés dans la première section, faire ressortir trois caractéristiques :

- la « matrice intellectuelle » en question serait devenue dominante dans les sciences sociales françaises et aurait pris possession des universités et des grandes écoles (comme le montre notamment dans ce dernier cas la polémique d'août 2021 à propos des lectures d'été « antiracistes » proposées par Sciences Po, considérées comme étant surtout « racistes » par des magazines comme *Valeurs actuelles*, *Le Figaro étudiant* et *Marianne*⁴⁹) ;
- elle aurait une cohérence caractéristique, une homogénéité dont le propre serait d'essentialiser les identités, de vouloir tout genrer, racialisier, ethniciser dès l'instant que cela permet de mettre en cause les Blancs, les Européens ou les Occidentaux – y compris les Américains ;
- elle proviendrait des « campus nord-américains », véritables pourvoyeurs de pensées essentialisantes où les identités s'articulent à des « communautés » (de race, de genre, de sexualité, de confession, d'ethnicité, etc.) selon un modèle « multiculturaliste ».

- 20 Elles peuvent être résumées en une seule phrase écrite par Éric Zemmour dans sa critique de l'ouvrage de Louis-Georges Tin, *Les impostures de l'universalisme*. Dans *Le Figaro*, il accuse ce dernier de dérouler « le substrat de l'idéologie qui règne aujourd'hui sur l'université française (venue d'Amérique) »⁵⁰.

- 21 Après avoir présenté les grandes lignes de l'évolution de l'offensive anti-décoloniale, il paraît indispensable, et c'est l'objectif principal de cet article, de montrer en quoi chacune de ces affirmations repose sur des approximations, des erreurs de raisonnement ou des méconnaissances historiques graves qui ont pour effet de non seulement exagérer la présence dudit « décolonialisme », mais également de littéralement l'« inventer ». Nous nous appuyerons pour cela non seulement sur la rectification de ces affirmations inexactes, mais également sur la production de données extérieures à la situation française qui nous permettront de préciser le sens originel et politico-académique de *décolonial*. Enfin, l'appui sur une sociologie historique de la critique anti-eurocentriste dans certaines fractions des sciences sociales non occidentales nous conduira à revisiter les différentes formes qu'elle a pu prendre au cours du siècle dernier.
- 22 Comme cela a déjà été fortement clamé par Magali Bessone il y a deux ans⁵¹, étant donné l'absence ou la quasi-absence de cours, de postes ou de revues dédiés aux études postcoloniales⁵², il n'est guère simple de soutenir le fait que cette ou ces « idéologies » présumées auraient pris possession de l'Université, des grandes écoles et/ou du CNRS, sauf à se contenter de citer telle ou telle prise de position publique qui ne semble pas aller dans le sens du *statu quo* des disciplines ou des objets d'étude⁵³. Écrire que l'« on ne compte pas moins de 1 108 thèses de doctorat s'inscrivant dans le champ des études postcoloniales, toutes disciplines confondues, soutenues ou en préparation depuis le début des années 2001 »⁵⁴ n'a de sens qu'à plusieurs conditions non respectées par l'auteur en question : fournir le pourcentage par rapport au nombre de thèses soutenues sur la période, fournir une définition du « champ des études postcoloniales » et préciser quelles sont les différentes acceptions du mot « postcolonial ». Cette polysémie n'est pas anecdotique car l'absence de réflexion sur ce point interdit de distinguer par exemple un sens particulièrement temporel – après le colonial, après la colonisation – qui est loin d'entrer obligatoirement dans le fameux champ des *postcolonial studies*. La même absence de prise en compte de la polysémie rend inopérante la tentative visant à contrer l'article publié en mars 2021 par le spécialiste en sciences du langage Albin Wagener. Ce dernier avait estimé, à partir d'une série d'analyses quantitatives dans Thèses.fr, HAL, Cairn et OpenEdition, que seul 0,05 % des thèses soutenues jusqu'en 2020 ou encore en cours répond à une recherche sur les mots-clés suivants : « décolonial », « intersectionnel », « intersectionnalité », « racisé », « racialisé », « islamo-gauchisme » et « islamo-gauchiste », tandis que, sur Cairn – qui présente la particularité de ne pas mélanger toutes les disciplines, mais d'être spécialisée sur les sciences humaines et sociales, le pourcentage monte à 2,09 %⁵⁵. Dans le texte qu'ils publient en avril 2021, Xavier-Laurent Salvador, Jean Szlamowicz et Andreas Bikfalvi, membres de l'Observatoire du décolonialisme, veulent faire mentir Wagener en prouvant qu'il utilise des mots-clés trop spécifiques pour faire ressortir le poids réel de la pensée postcoloniale en France. Ils proposent donc d'utiliser des mots-clés comme « genre », « discrimination », « race » ou encore « postcolonial »⁵⁶. Cependant, comme le montre le sociologue Gilles Bastin, les techniques qu'ils utilisent pour ainsi faire passer les chiffres du décolonialisme à 50,4 % – dans le titre, mais à 25 % dans le texte ! – sont totalement aberrantes⁵⁷. Pour ne prendre que l'exemple de la polysémie – et sans revenir sur « postcolonial » que nous avons évoqué il y a peu, « race » peut tout à fait faire référence à des usages anciens dont le sens n'est pas celui du XIX^e siècle ou d'aujourd'hui ; « genre » peut aussi englober « mauvais genre » ou « genre de », etc. Quelle conséquence peut-on bien en tirer, et ce d'autant moins que,

dans tous les cas, la valence des usages – positive ou négative – n'est pas prise en compte. Il est vraisemblable que les membres de l'Observatoire du décolonialisme font désormais partie des universitaires qui l'utilisent le plus en France !

- 23 Ensuite, le fait de vouloir englober sous un seul et même terme – décolonialisme, postcolonialisme ou encore indigénisme – des travaux très différents (surtout si l'on ne se limite pas à l'espace académique hexagonal) signale de la part des accusateurs une grande méconnaissance desdits travaux puisque les mouvements épistémiques dont il est ici question existent sous des formes historiques très différentes⁵⁸. Par ailleurs, l'usage politique qui est fait de ces termes afin de stigmatiser la domination supposée d'une école de pensée présentée à la fois comme une « nébuleuse » pour accentuer son côté flou, mais aussi comme une « matrice » pour rendre compte du danger qu'elle représente dans les médias et les institutions d'enseignement supérieur en France a pour conséquence d'entièrement gommer la dimension académique et épistémologique de ces termes. Le refus totalement injustifié de la scientificité d'auteurs et autrices occupant des positions institutionnelles, publiant dans des maisons d'édition reconnues ou dans des revues fonctionnant sur un système de reconnaissance par les pairs s'accompagne généralement de leur méconnaissance. Le renvoi du côté d'une prose qui serait uniquement militante, au nom d'une « neutralité axiologique » webérienne que les pourfendeurs du décolonialisme comprennent mal⁵⁹ et utilisent en fait à leurs propres dépens et contre leur propre positionnement épistémologique et méthodologique⁶⁰, est pratiquement toujours un moyen de ne pas avoir à discuter du fond⁶¹. La complicité structurelle entre les universalismes politique et académique a eu pour conséquence d'occulter la dimension épistémologique de ces études au profit de leur seul danger politique supposé. Le « décolonialisme » empêche de penser la « théorie décoloniale ». Véritable « idéicide » au sens où l'entend Achille Mbembe⁶², ce processus est cumulatif puisqu'il rend de fait très compliqué l'accès du public français – académique ou non – aux auteurs les plus originaux de ces différents courants. Combien d'étudiants et étudiantes de sociologie, d'anthropologie ou de science politique ont déjà entendu les noms ou lu des textes de la Bolivienne Silvia Rivera Cusicanqui, du Péruvien Aníbal Quijano, de l'Américaine Gloria Anzaldúa, de l'Argentin Walter Dignolo ou du Mexicain Enrique Dussel, pour ne citer que quelques exemples en provenance du continent américain ?
- 24 Toute réflexion sur les transformations contemporaines des sciences sociales capable de prendre en compte les débats mondiaux implique de se saisir de deux dimensions qu'interdit une version radicale de l'universalisme : la capacité à « situer » socialement ce que disent et ce que font les acteurs sociaux, ainsi que la nécessité de faire preuve d'une bonne connaissance de l'histoire, comme le rappelait il y a peu Jean-François Bayart à propos de la dénonciation de l'islamo-gauchisme⁶³.
- 25 Ainsi, et enfin, il est impossible de limiter les approches critiquées dans ces tribunes ou ces articles à une origine nord-américaine, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, comme le soulignent les auteurs et autrices de la contre-pétition « Pour un savoir critique et émancipateur dans la recherche et l'enseignement supérieur », « cette "accusation" prêterait à sourire si elle ne sous-entendait pas que toute forme de réflexion s'inspirant et se nourrissant d'ailleurs serait par principe suspecte »⁶⁴. Par ailleurs, il y a ici une contradiction dans les faits. Comment peut-on fustiger les campus nord-américains et « leurs » idées ou bien dénoncer les positions « idéologiques » de chercheurs et chercheuses en sciences sociales si par ailleurs on refuse de prendre en

compte les propriétés culturelles et sociales des individus ou des idées ? Et surtout, la focalisation sur les États-Unis indique une forte incapacité à penser la manière dont les idées, les théories et les concepts circulent. L'historien américain Steven L. Kaplan rappelait certes au lendemain de la demande d'enquête par Frédérique Vidal que les idées d'auteurs français comme Derrida, Foucault ou Bourdieu avaient aussi pris possession des campus américains⁶⁵, mais si l'on sort encore un peu de notre zone de confort occidental-centrée, il nous faut constater que les mécanismes de constitution d'un groupe comme celui qui fit de la « décolonialité » (*decoloniality* ou *decolonialidad*) sa bannière principale sont bien plus complexes qu'on ne l'imagine en limitant l'analyse au lieu géographique d'énonciation de la théorie.

- 26 Si la pensée décoloniale semble venir des États-Unis, c'est parce que ses principaux auteurs y vivent et y enseignent ou l'ont fait dans les années 1990, tout en étant presque tous d'origine latino-américaine. Leur *habitus* clivé⁶⁶ leur permet d'endosser cette approche critique anti-eurocentrique tout en bénéficiant des réseaux de diffusion (revues, maisons d'édition, départements, programmes de recherche, etc.) susceptibles de leur procurer plus de visibilité dans l'espace académique mondial qu'ils ne pourraient en obtenir à partir de la seule Amérique latine. En prenant leurs distances par rapport au Latin American Subaltern Studies Group fondé aux États-Unis en 1992 par des latino-américanistes états-uniens et latino-américains, ils ont également dénoncé les références trop fréquentes aux auteurs occidentaux comme Foucault ou Derrida. La « méridionalisation » que constitue le passage de l'approche postcoloniale à l'approche décoloniale fonctionne donc au moins autant comme une stratégie visant à marquer une différence dans l'espace anglophone par rapport aux auteurs postcoloniaux classiques, mais aussi à créer – ou recréer – des passerelles épistémiques avec les espaces académiques latino-américains par la critique radicale des références occidentales des études postcoloniales et par la mobilisation d'auteurs et autrices du Sud⁶⁷.
- 27 Par conséquent, si cette perspective sur le Sud a principalement été énoncée depuis le Nord, et en particulier depuis les États-Unis, cette revendication d'un « Sud » épistémique⁶⁸ ressortit bien plus d'une logique rhétorique visant à rendre ainsi visible l'hégémonie du « Nord » au travers d'une opposition polaire que d'une essentialisation dudit Sud. « Sud » ne décrit pas ici un lieu géographique, mais l'expérience de la colonialité comme domination, et ceci autant au Sud qu'au Nord. De la sorte, il s'agit plus précisément d'une épistémologie contre-hégémonique alternative forgée à partir de l'expérience de la colonialité, une épistémologie dont l'horizon n'est pas la disparition du Nord, mais bien la disparition même des catégories de Nord et de Sud au profit d'un monde véritablement commun. En effet, la critique anti-universaliste est souvent celle de l'universalisme localisé puis universalisé qui fut celui de l'Occident et non un refus de l'universel en tant que tel. L'immense majorité des auteurs non occidentaux (Anouar Abdel-Malek, Alberto Guerreiro Ramos, Paulin Hountondji, etc.), y compris les autrices et auteurs décoloniaux ayant critiqué l'« injustice épistémique »⁶⁹ de la domination occidentale ne l'ont pas fait au nom d'un simple repli sur eux-mêmes, mais au nom d'un autre universalisme à inventer.
- 28 Comme l'argumente éloquemment un collectif de revues de sciences humaines et sociales dans un texte collectif publié dans *Le Monde* du 4 novembre 2020, les « thèses intersectorielles » dénoncées par Jean-Michel Blanquer dans son entretien au *Journal du dimanche* ne sont pas essentialisantes : « [...] elles sont précisément l'un des outils

critiques de la désessentialisation du monde social »⁷⁰. Dans un entretien à *L'Obs* en décembre 2018, l'historienne Ludivine Bantigny disait à quel point « en démontrant combien le racisme est tout à la fois ordinaire et structurel, le mouvement décolonial opère à son sujet un dévoilement, donne une visibilité à ce qui n'en avait pas au nom d'une bonne conscience aveuglée et d'un républicanisme abstrait »⁷¹. En tant que sociologue critique, nous adhérons à cette vision et nous souscrivons entièrement à la phrase finale de la tribune dans *Le Monde* du 4 novembre 2020 – tribune que nous avons signée : « [n]ous continuerons de défendre la place d'une approche ouverte, critique et tolérante, une transmission des savoirs fondée sur l'émancipation et la dignité, comme une contribution salutaire face à la violence et à la haine »⁷². Toutefois, cette « approche ouverte, critique et tolérante » ne peut sans doute complètement se matérialiser qu'en luttant critiqueusement contre notre propre « servitude de l'esprit »⁷³, celle qui continue à se manifester via notre aveuglement quasi complet aux sciences sociales non occidentales ainsi qu'aux débats qui s'y déroulent depuis des décennies.

Quand une sociologie historique critique des sciences sociales permet de les repenser

- 29 Les citations de Luiz Costa Pinto et d'Orlando Fals Borda en début d'article ne constituent en rien un simple ornement visant à « exotiser » les visions de la crise de la sociologie ou, plus largement, des sciences sociales. Elles ont au contraire pour objectif de démontrer que la limitation quasi unanime⁷⁴ de l'analyse aux sociologies occidentales – et de manière encore plus évidente aux sociologies américaine et française – ne vient que conforter la synecdoque par laquelle l'histoire de la théorie sociologique occidentale est devenue l'histoire de la théorie sociologique, voire l'histoire de la sociologie⁷⁵.
- 30 À partir du moment où l'étude se décentre et rend du coup visible le centre qui ne se désigne jamais comme tel⁷⁶, il devient possible de saisir en un seul et même temps l'hégémonie comme le produit d'un travail d'hégémonisation et l'invisibilité – encore largement actuelle – de multiples traditions de sciences sociales dans d'autres régions du monde (Amérique latine, Asie, monde arabe, Europe centrale et orientale, Afrique subsaharienne) comme le résultat complexe de l'imposition d'un modèle qui, dans bien des cas, a été tout à la fois canonisé et approprié au point d'être devenu, naturellement, le récit d'une tradition unique et commune.
- 31 Il est alors frappant de constater que, bien avant que Costa Pinto n'évoque l'obligation pour la sociologie – sous-entendu brésilienne – d'être critique à l'égard du « profond engagement idéologique » de la production académique nord-américaine, mais aussi bien après, d'autres chercheurs et chercheuses en sciences sociales, latino-américains ou issus d'autres grandes parties du monde, ont mis en cause les grands présupposés de l'épistémologie occidentale. Sans pouvoir ici entrer dans les détails, il semble important de signaler, ne serait-ce que par petites touches, à quel point une partie de la réflexion non occidentale dans les sciences humaines et sociales s'est très rapidement – dès le tournant du XX^e siècle en Amérique latine par exemple – prononcé pour l'impossibilité de considérer les faits sociaux européens comme la matrice de tous les autres faits sociaux, mais aussi, dans certains cas plus explicitement que dans d'autres, pour la dénonciation de l'influence coloniale dans le domaine du savoir.

- 32 Dès la fin des années 1920, le philosophe indien Krishna Bhattacharya présente une vision tout à fait étonnante de l'aliénation et de l'hybridation culturelle :

Jusqu'ici, notre éducation ne nous a pas aidés à nous comprendre, à comprendre le sens de notre passé, les réalités de notre présent et notre mission pour le futur. Elle a plutôt eu tendance à enfouir notre esprit réel dans notre inconscient pour le remplacer par un esprit fantôme qui ne possède aucune racine dans notre passé ni dans notre présent réel. Notre esprit traditionnel ne peut être entièrement enterré et son remplaçant forcé ne peut fonctionner de manière effective et productive. Il en résulte une confusion entre ces deux esprits et une Babel sans Espoir dans le monde des idées. Notre pensée est hybride de part en part, et donc inévitablement stérile. La servitude a pénétré au plus profond de notre âme.⁷⁷

- 33 Au moment même où les indépendantistes indiens luttent pour la libération de leur nation, le terme hindi *swaraj*, dont l'origine sanskrite le rapporte aussi bien à la souveraineté politique (sanskrit *svarājya*) qu'à la souveraineté sur soi-même (sanskrit *svārājya*) est aussi bien utilisé par Gandhi pour évoquer ces deux facettes de l'émancipation⁷⁸, que par Bhattacharya qui l'applique plus directement à la question des idées :

Quand je parle de sujétion culturelle, je ne fais pas référence à l'assimilation d'une culture étrangère. Cette assimilation ne serait pas forcément un mal ; elle peut tout à fait se révéler nécessaire à un progrès harmonieux et elle ne signifie en aucun cas une perte de liberté. Il n'y a sujétion culturelle que lorsque l'architecture traditionnelle des idées et des sentiments de quelqu'un est remplacée, en l'absence de toute comparaison ou compétition, par une nouvelle architecture, celle d'une culture étrangère qui vient prendre possession de la personne en question comme le ferait un fantôme. Cette sujétion est un esclavage de l'esprit : quand une personne peut s'en libérer, elle a l'impression que des écailles tombent de ses yeux. Elle vit une expérience de renaissance : c'est ce que je nomme le *Swaraj* dans le domaine des Idées.⁷⁹

- 34 Dans la Chine des années 1930, marquée par le développement des départements de sociologie dans les universités ainsi que par son institutionnalisation, comme le signale la création en 1930 de l'Association chinoise de sociologie (*Zhongguo Shehuixue She* 中國社會學社) ainsi que de la première revue de sociologie, la question de ce qui est alors appelé soit la sinisation (*Zhongguohua*, 中國化), soit l'indigénisation (*bentuhua*, 本土化) de la discipline est au cœur des débats, en particulier sous la houlette du principal sociologue chinois de l'époque, Sun Benwen. Parti faire ses études de sociologie aux États-Unis en 1921 – où il fréquente les universités de l'Illinois, de Columbia et de Chicago, il revient en Chine en 1926 pour enseigner à l'université de Fudan puis à l'université centrale de Nankin. Devenu le président de l'Association nationale et le rédacteur en chef de la revue, il insiste pour que la sociologie en Chine soit chinoise, non sans préciser que la première urgence est d'« utiliser les méthodes des sociologies européenne et américaine, de mettre de l'ordre dans les pensées et les systèmes sociaux déjà présents en Chine à l'aide des doctrines de sociologues occidentaux précises et efficaces et de mettre en place en s'appuyant sur l'état présent de cette discipline en Chine une sociologie chinoise globale dotée d'un système et d'une organisation »⁸⁰. Lors de son sixième congrès en janvier 1937, l'Association appelait officiellement à « la mise en place d'une sociologie chinoise » (*Zhongguo shehuixue zhi jianshe*, 中國社會學之建設)⁸¹.

- 35 L'accumulation ci-dessus veut moins démontrer l'existence continue d'une réflexion critique sur l'hégémonie épistémique que présenter la façon dont les sciences humaines et sociales dans le « reste »⁸² du monde n'ont pu tenter de s'extraire du modèle

universaliste qu'à partir de la reconnaissance de cette domination et de la mise en place de différentes interrogations alternatives au même modèle afin d'envisager des formes d'émancipation qui ne pouvaient passer que par la capacité à nommer l'Occident, à le remettre à sa place⁸³, à le critiquer au sens étymologique de *kritikein* qui signifiait « trier », « distinguer », là où l'exercice de l'universalisme était venu tout aplatir. C'est bien le sens qu'il faut donner par exemple aux écrits du sociologue colombien Orlando Fals Borda lorsqu'il décrit la « sociologie de la libération »⁸⁴ ou à ceux de son collègue et ami Camilo Torres Restrepo lorsqu'il en appelait à l'élaboration d'une « sociologie authentique » en Amérique latine⁸⁵.

- 36 « Authentique », « libre », « indigène », « émancipée », la sociologie n'a cessé, dans des espaces parfois étroits, mais de plus en plus larges désormais, de vouloir exercer la critique, en particulier contre les formes de colonisation que constituent les dépendances épistémiques. Dès le milieu des années 1960, le sociologue marocain Abdelkébir Khatibi livrait en conclusion de son ouvrage sur la sociologie au Maroc une vision particulièrement lucide :

Le passage d'une attitude proprement apologétique à une attitude critique nous paraît la condition principale pour le développement d'une sociologie objective et positive. Car, il faut le dire, la sociologie faite par les intellectuels du Tiers-Monde peut donner beaucoup aux autres sociologies si elle s'adapte à sa situation propre et si elle comprend que son seul salut est l'approfondissement continu de son appareil théorique et conceptuel élaboré sur place et expérimenté sur la réalité qu'il veut s'approprier.

Cette volonté d'autonomie scientifique veut dire aussi une connaissance de la sociologie dans le monde, et en particulier celle dans le Tiers-Monde.

Les chercheurs tunisiens, algériens et marocains ont senti ce besoin intense de se connaître, de travailler en commun. Une décolonisation de la sociologie suppose une non-dépendance scientifique de la Métropole et une politique scientifique critique basée sur l'analyse comparative des pays sous-analysés ou plutôt mal analysés.⁸⁶

- 37 Sept ans plus tard, Tahar Ben Jelloun – qui avait suivi des études de philosophie à Rabat dans les années 1960 avant de devenir enseignant de philosophie au Maroc puis de s'installer en France à partir de 1971 – exprime une position très semblable en s'appuyant d'ailleurs assez largement sur les écrits de Khatibi :

L'appropriation du savoir, c'est d'abord le fait (l'acte) de repenser l'histoire et les idées secrétées par l'Occident et qui habitent souvent notre conscience. Il faudra opposer à ce savoir dominant et possessif une théorisation critique, capable de faire de nous des sujets conscients à la fois de leurs possibilités créatrices et de la fragilité de tout discours purement nationaliste. Cette démarche est une reconquête et une ouverture : il s'agit de recouvrer notre identité [...] et de s'ouvrir sur les autres différences [...].⁸⁷

- 38 Bien qu'elles ne soient que très rarement connectées les unes aux autres et restent généralement, tout au moins jusque dans les années 1980, confinées à l'intérieur de l'espace citationnel d'une région particulière du monde, ces analyses présentent la particularité de toutes soulever non seulement la question de la dépendance, mais également celle de l'applicabilité locale (souvent décrite en anglais comme *relevance*⁸⁸) des concepts universalistes des sciences sociales pensés à partir de ce que Thomas Nagel nomme le « point de vue de nulle part »⁸⁹. Attentives à « localiser », « situer », « nationaliser », « endogéniser », elles dessinent par touches une cartographie de la résistance à la naturalisation du savoir dans le domaine des sciences sociales et de la fabrique de chercheurs et chercheuses qui ne correspondraient plus au type social

décrit par le sociologue malaisien Syed Hussein Alatas sous le nom d'« esprit captif », principalement caractérisé par le fait d'être « acritique et imitateur »⁹⁰, mais aussi pourvu de tout un ensemble de particularités à dépasser :

Un esprit captif est non créatif et incapable de soulever des problèmes originaux.

Il est incapable de concevoir une méthode d'analyse indépendante des stéréotypes actuels.

Il est incapable de séparer le particulier de l'universel dans la science et donc d'adapter le corpus de connaissances scientifiques universellement valable aux situations locales particulières.

Il est fragmenté dans ses perspectives.

Il est éloigné des grands enjeux de la société.

Il est aliéné de sa propre tradition nationale, si elle existe, dans le domaine de sa recherche intellectuelle.

Il est inconscient de sa propre captivité et des facteurs structurels qui font de lui ce qu'il est.⁹¹

- 39 Le va-et-vient effectué dans cet article entre la situation française actuelle et l'histoire de plusieurs mouvements contre-hégémoniques distincts – puis de plus en plus connectés – sur une période longue peut sembler relever du grand écart. Il n'a d'autre but que de montrer en quoi la réflexion sur la première ne peut absolument pas se passer de la prise en compte de la seconde. Les « réfractions » françaises dans lesquelles se déroule la grande majorité des prises de position sur les études de genre, l'intersectionnalité, les études postcoloniales ou décoloniales, doivent obligatoirement être pensées à l'intérieur d'un espace relationnel beaucoup plus large et beaucoup plus long, un espace de circulations et de non-circulations, de réceptions et de non-réceptions, d'appropriations et de non-appropriations. Seule une sociologie historique critique de ces connexions ou non-connexions⁹² peut ainsi permettre de dépasser l'aspect purement rhétorique et agonistique des prises de position sur ces sujets en France. Pour autant, le travail académique ne suffit pas. Dans une situation de « captivité » de l'esprit qui est encore largement celle dans laquelle nous nous trouvons, il est plus que nécessaire d'allier l'enseignement et la recherche, de parier sur la mise en place, à partir des étudiants, étudiantes et futurs collègues, d'un futur où la vision des sciences sociales mondiales sera plus large qu'aujourd'hui, mais aussi d'œuvrer à une diffusion plus grande de ces questions via la confection de manuels ou de synthèses. Enfin, défi qui n'est sans doute pas le plus facile à relever, il est fondamental de donner accès, dans l'espace académique et non académique francophone, à des ouvrages et à des textes qui non seulement proviennent de toutes les parties du monde, mais qui proposent aussi une vision critique de l'hégémonie épistémologique occidentale ainsi que des pistes épistémologiques, théoriques, méthodologiques pour en sortir sans renoncer pour autant à la croyance en une pratique scientifique à la fois réflexive et critique.

NOTES

1. L. Costa Pinto, « Sociologia e mudança social. Conferência pronunciada na Sociedade Brasileira de Antropologia e Etnologia », *Sociologia*, vol. IX, n° 4, 1947, p. 287-331. Sur ce point, voir A. Brasil Jr, « A reinvenção da sociologia da modernização: Luiz Costa Pinto e Florestan Fernandes (1950-1970) », *Trabalho, Educação e Saúde*, vol. XI, n° 1, 2013, p. 229-249, notamment p. 231.
2. O. Fals Borda, « Quelques problèmes pratiques de la sociologie en crise », *L'Homme et la société*, n° 18, 1970, p. 173-196.
3. R. Boudon, *La crise de la sociologie*, Genève, Droz, 1971.
4. J. Lopreato et T. Grippen, *The Crisis in Sociology: The Need for Darwin*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1999.
5. G. Bronner et É. Géhin, *Le danger sociologique*, Paris, PUF, 2017. Un sociologue comme Bernard Lahire cherche lui aussi du côté des sciences cognitives, mais dans un objectif visant la possibilité d'une science sociale unifiée et non une scission. Voir par exemple B. Lahire, « Manifeste pour la science sociale », *AOC*, 2 septembre 2021, en ligne : [<https://aoc.media/analyse/2021/09/01/manifeste-pour-la-science-sociale/>] (consulté le 3 septembre 2021).
6. D. Lefeuvre et M. Renard, *Faut-il avoir honte de l'identité nationale ?*, Paris, Larousse, 2008, p. 31.
7. Revue de presse de France Culture, 11 janvier 2016, en ligne : [<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse/expliquer-c-est-excuser-4707811>] (consulté le 2 mai 2022).
8. Voir F. Lebaron, F. Jedlicki et L. Willemez, « La sociologie, ce n'est pas la culture de l'excuse ! », *Le Monde*, 14 décembre 2015, ainsi que « "Culture de l'excuse" : les sociologues répondent à Valls », *Libération*, 12 janvier 2016.
9. B. Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.
10. Transformé en Mouvement des indigènes de la République, il devient le Parti des indigènes de la République en 2008.
11. M.-C. Smouts éd., *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
12. Sur ce point, voir la recension que nous avons consacrée aux ouvrages de J.-F. Bayart, *Les études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010, et d'Y. Lacoste, *La question post-coloniale*, Paris, Fayard, 2010, dans *Revue française de science politique*, vol. LXI, n° 4, août 2011, p. 727-730.
13. Sur la difficile réception en France des approches postcoloniales entre le milieu des années 1990 et la fin des années 2000, voir A.-C. Collier, *Le moment français du postcolonial. Sociologie historique d'un débat intellectuel*, thèse de sociologie sous la direction de Stéphane Dufoix, université Paris-Nanterre, 2018, 2 vol.
14. Voir l'article « Des députés UMP contestent la notion d'« identité sexuelle » expliquée par certains manuels scolaires », *Le Monde*, 30 août 2011, en ligne : [<https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/08/30/des-deputes-ump-contestent-la-notion-d->

identite-sexuelle-expliquee-par-certains-manuels-scolaires_1565493_3224.html]
(consulté le 6 mai 2022).

15. I. Barbéris, « Dérives “décoloniales” de la scène contemporaine », *Cités*, vol. IV, n° 72, 2017, p. 199-212.

16. Données accessibles sur Europresse.

17. « Le “décolonialisme”, une stratégie hégémonique : l'appel de 80 intellectuels », *Le Point*, 28 novembre 2018, en ligne : [https://www.lepoint.fr/politique/le-decolonialisme-une-strategie-hegemonique-l-appel-de-80-intellectuels-28-11-2018-2275104_20.php] (consulté le 1^{er} décembre 2018).

18. *Ibid.*

19. P.-A. Taguieff, « Les bonimenteurs du postcolonial business en quête de respectabilité académique », *L'Express*, 26 décembre 2019, en ligne : [https://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-bonimenteurs-du-postcolonial-business-en-quete-de-respectabilite-academique_2112541.html] (consulté le 27 décembre 2019).

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*

22. *Id.*, *L'imposture décoloniale*, Paris, éditions de l'Observatoire, 2020.

23. *Id.*, « Les bonimenteurs du postcolonial business en quête de respectabilité académique », art. cité.

24. *Ibid.*

25. « Hommage à Samuel Paty, lutte contre l'islamisme : Blanquer précise au JDD ses mesures pour la rentrée scolaire », *Le Journal du dimanche*, 25 octobre 2020, en ligne : [<https://www.lejdd.fr/Politique/hommage-a-samuel-paty-lutte-contre-l-islamisme-blanquer-precise-au-jdd-ses-mesures-pour-la-rentree-scolaire-4000971>] (consulté le 26 octobre 2020).

26. Il insiste ainsi sur le fait qu'elle a été « forgée par mes soins ». P.-A. Taguieff, « Aux sources de l'islamo-gauchisme », *Libération*, 26 octobre 2020, en ligne : [https://www.liberation.fr/debats/2020/10/26/aux-sources-de-l-islamo-gauchisme_1803530/] (consulté le 18 mai 2022). Si, à notre connaissance, elle n'apparaît pas, contrairement à tout ce qui a pu être écrit sur ce point, dans P.-A. Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002, où c'est le terme de *néo-gauchisme* qui prévaut, elle aurait été utilisée lors de conférences entre 2000 et 2003. On la trouve dans P.-A. Taguieff, « L'émergence d'une judéophobie planétaire : islamisme, anti-impérialisme, antisionisme », *Outre-Terre*, vol. II, n° 3, 2003, p. 189-226, notamment p. 205. Le mot « islamo-progressiste » est utilisé p. 215.

27. « Une centaine d'universitaires alertent : “Sur l'islamisme, ce qui nous menace, c'est la persistance du déni” », *Le Monde*, 31 octobre 2020, en ligne : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/31/une-centaine-d-universitaires-alertent-sur-l-islamisme-ce-qui-nous-menace-c-est-la-persistance-du-deni_6057989_3232.html] (consulté le 31 octobre 2020). Pour une contre-pétition à cette tribune, voir « Université : “Les libertés sont précisément foulées aux pieds lorsqu'on en appelle à la dénonciation d'études et de pensée” », *Le Monde*, 4 novembre 2020 (qui réunit plus de 2 000 signatures d'universitaires), en ligne : [<https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/04/les-libertes-sont-precisement-foulees-aux-pieds-lorsqu-on-en-appelle-a>

la-denonciation-d-etudes-et-de-pensee_6058482_3232.html] (consulté le 7 novembre 2020).

28. Nous nous permettons de renvoyer à deux articles que nous avons consacrés à cette question : S. Dufoix, « Communautarisme : une formule diabolique », dans *Communautarisme ?*, M. Mohamed et J. Talpin éd., Paris, PUF, 2018, p. 13-25 ; *id.*, « Nommer l'autre. L'émergence du terme *communautarisme* dans le débat français », *Socio*, n° 7, 2016, p. 163-186. Sur la construction sémantique de l'ennemi, voir aussi N. Bancel et P. Blanchard, « La “théorie décoloniale” ou l'invention d'un ennemi commun », *Politis*, 21 janvier 2022, en ligne : [<https://www.politis.fr/articles/2022/01/la-theorie-decoloniale-ou-linvention-dun-ennemi-commun-43999/>] (consulté le 19 mai 2022).

29. La réception et la construction de *postcolonial* présentent des tendances similaires très fortes, en particulier à partir de 2005. Voir A.-C. Collier, *Le moment français du postcolonial*, *op. cit.*

30. Parmi les ouvrages récents qui se donnent pour objectif de rendre compte de cette évolution longue, bien qu'à partir de points de départ différents, voir notamment F. Matonti, *Comment sommes-nous devenus réacs ?*, Paris, Fayard, 2021 ; et C. Gautier et M. Zancarini-Fournel, *De la défense des savoirs critiques. Quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche*, Paris, La Découverte, 2022.

31. « Une centaine d'universitaires alertent : “Sur l'islamisme, ce qui nous menace, c'est la persistance du déni” », art. cité.

32. Signalons qu'il s'agit mot pour mot de la « une » du *Figaro* du 12 février 2021.

33. *Journal officiel de la République française*, Assemblée nationale, 2^e séance du mardi 16 février 2021, p. 1675.

34. « “Islamogauchisme” : « Nous, universitaires et chercheurs, demandons avec force la démission de Frédérique Vidal », *Le Monde*, 20 février 2021, en ligne : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/20/islamogauchisme-nous-universitaires-et-chercheurs-demandons-avec-force-la-demission-de-frederique-vidal_6070663_3232.html] (consulté le 21 février 2021).

35. « Le problème n'est pas tant l'“islamogauchisme” que le dévoiement militant de l'enseignement et de la recherche », *Le Monde*, 22 février 2021, en ligne : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/22/universites-le-probleme-n-est-pas-tant-l-islamogauchisme-que-le-devoiement-militant-de-l-enseignement-et-de-la-recherche_6070816_3232.html] (consulté le 24 février 2021).

36. M. Wiewiorka, *Racisme, antisémitisme, antiracisme. Apologie pour la recherche*, Paris, La boîte à Pandore, 2021.

37. *Rapport sur les manifestations idéologiques à l'Université et dans la Recherche*, Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, 10 mai 2021, en ligne : [http://www.decolonialisme.fr/rapport/2021/rapport2021.pdf?_ga=2.255533256.1749977348.1652642458-1127899335.1650792371] (consulté le 15 mai 2021).

38. Voir notamment la présentation qu'en fait le journaliste S. Blin, « À la Sorbonne, un colloque pour “cancel” la “culture woke” », *Libération*, 5 janvier 2022, en ligne : [https://www.liberation.fr/idees-et-debats/a-la-sorbonne-un-colloque-contre-la-pensee-woke-et-la-cancel-culture-20220105_4UFUVWDHXFAXNGPVZ6HVNUNPU/] (consulté le 3 mars 2022) ; ainsi que la réaction parue sur le blog Academia : « Si ce n'est

pas un colloque universitaire, qu'est-ce donc ? À propos d'un article dans *Libération* », 7 janvier 2022, en ligne : [<https://academia.hypotheses.org/33627>] (consulté le 3 mars 2022).

39. M. Messu, « Le nouvel esprit du colonialisme », 31 mars 2022, Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, en ligne : [<https://decolonialisme.fr/?p=7450>] (consulté le 28 avril 2022).

40. Le cas le plus exemplaire étant sans aucun doute celui du « tract » de N. Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche*, Paris, Gallimard, 2021. Pour un examen critique approfondi de la logique de l'ouvrage en question, voir A. Saint-Martin et A. Hardy, « Ce que Nathalie Heinich fait à la méthode scientifique », AOC, 31 mai 2021, en ligne : [<https://aoc.media/opinion/2021/05/30/ce-que-nathalie-heinich-fait-a-la-methode-scientifique/>] (consulté le 3 juin 2021).

41. P.-A. Taguieff, « Le décolonialisme est la maladie sénile de la gauche intellectuelle contemporaine » (entretien avec Pierre Valentin), *Le FigaroVox*, 10 novembre 2020, en ligne : [<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/taguieff-le-decolonialisme-est-la-maladie-senile-de-la-gauche-intellectuelle-contemporaine-20201110>] (consulté le 3 décembre 2020).

42. P. Ndiaye, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

43. P. Ndiaye et C. Rivière, *Rapport sur la diversité à l'Opéra national de Paris*, janvier 2021, en ligne : [<https://res.cloudinary.com/opera-national-de-paris/image/upload/v1612862089/pdf/q8admqhaczygb1jm2uls.pdf>] (consulté le 17 mars 2022).

44. Voir notamment B. Lefebvre, « Avec Pap Ndiaye, la pensée décoloniale fait-elle son entrée à l'Éducation nationale ? », *Le FigaroVox*, 20 mai 2022, en ligne : [<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/barbara-lefebvre-avec-pap-ndiaye-la-pensee-decoloniale-fait-elle-son-entree-a-l-education-nationale-20220520>] (consulté le 21 mai 2022) ; et X.-L. Salvador, « Pourquoi la nomination de Pap Ndiaye à l'Éducation nationale marque un tournant idéologique », *Le FigaroVox*, 21 mai 2022, en ligne : [<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/xavier-laurent-salvador-pourquoi-la-nomination-de-pap-ndiaye-a-l-education-nationale-marque-un-tournant-ideologique-20220521>] (consulté le 23 mai 2022).

45. P.-A. Taguieff, « Aux sources de l'islamo-gauchisme », art. cité.

46. S. Dufoix, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Amsterdam, 2012.

47. O. Galland, « Controverses décoloniales : et si on revenait à une approche scientifique ? », *Telos*, 26 février 2021, en ligne : [<https://www.telos-eu.com/fr/societe/controverses-decoloniales-et-si-on-revenait-a-une-.html>] (consulté le 19 mai 2022).

48. « Décolonialisme ? », Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, sans date, en ligne : [https://decolonialisme.fr/?page_id=73] (consulté le 20 mars 2021).

49. « Antiracisme : la liste de lecture anti-blanche de Sciences Po fait polémique », *Valeurs actuelles*, 14 août 2020, en ligne : [<https://www.valeursactuelles.com/politique/antiracisme-la-liste-de-lecture-anti-blanche-de-sciences-po-fait-polemique>] (consulté le 18 septembre 2020) ; C. Conruyt, « La liste de livres "antiracistes" publiée sur le compte Instagram de Sciences Po crée l'émotion », *Le Figaro étudiant*, 18 août 2020, en ligne : [https://etudiant.lefigaro.fr/article/la-liste-de-livres-antiracistes-publiee-sur-le-compte-instagram-de-sciences-po-cree-l-emoi_b1e47a7e-

e085-11ea-8a4c-0a6c0e6430b1/] (consulté le 18 septembre 2020) ; H. Mathoux, « Conseils lecture de Sciences Po : quand l'école fait la promotion de "l'antiracisme" racialisé américain », *Marianne*, 30 août 2020, en ligne : [https://www.marianne.net/societe/conseils-lecture-de-sciences-po-quand-l-ecole-fait-la-promotion-de-l-antiracisme-racialisé] (consulté le 8 septembre 2020).

50. E. Zemmour, « Les impostures de la pensée décoloniale », *Le Figaro*, 30 septembre 2020, en ligne : [https://www.lefigaro.fr/vox/societe/eric-zemmour-les-impostures-de-la-pensee-decoloniale-20200930] (consulté le 4 octobre 2020). On notera la proximité du titre avec celui du livre que publie Pierre-André Taguieff deux mois plus tard.

51. M. Bessone, « Antiracisme : la guerre des facs n'aura pas lieu », *AOC*, 8 septembre 2020, en ligne : [https://aoc.media/opinion/2020/09/07/antiracisme-la-guerre-des-facs-naura-pas-lieu/] (consulté le 9 septembre 2020). Cet argument avait déjà été utilisé le 3 décembre 2019 par Olivier Faron, directeur du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) pour justifier la nécessité de créer « des chaires de *postcolonial studies* qui manquent beaucoup à notre pays ».

52. Depuis maintenant presque une dizaine d'années, le genre est devenu un objet d'étude présent au sein des universités françaises et plus généralement du monde de la recherche. Voir notamment la thèse de M. Perrin, *Des savoirs dissidents à l'université. Processus d'institutionnalisation des études féministes et de genre en France et en Angleterre (1970-2020)*, thèse de sociologie sous la direction de Catherine Achin et d'Anne-Marie Devreux, université Paris 8-Vincennes-Saint Denis, 2022.

53. Signalons que la European School of Political and Social Sciences (ESPOL) de l'université catholique de Lille a diffusé le 9 mai 2022 sur la liste de diffusion de l'Association nationale des candidats aux métiers de la science politique une annonce pour le recrutement sur l'année 2022-2023 d'un ou une vacataire sur un poste de « *postcolonial studies* ». Je remercie mon doctorant Laurent Afresne d'avoir attiré mon attention sur cette annonce.

54. P.-F. Mansour, « La "question décoloniale" et l'islamisme : universités, quartiers populaires et milieu militant », dans *Les territoires conquis de l'islamisme*, B. Rougier éd., Paris, PUF, 2020, p. 65-87, citation p. 72.

55. A. Wagener, « La grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf », Blog Hypothèses – Systèmes et discours, 1^{er} mars 2021, en ligne : [https://sysdiscours.hypotheses.org/352] (consulté le 15 mai 2021).

56. X.-L. Salvador, J. Szlamowicz et A. Bikfalvi, « Le décolonialisme, c'est 50,4 % », Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, 2 avril 2021, en ligne : [https://decolonialisme.fr/?p=3590] (consulté le 16 avril 2021).

57. G. Bastin, « Les fallaces de l'anti-décolonialisme », Le Club de Mediapart, 9 avril 2021, en ligne : [https://blogs.mediapart.fr/gilles-bastin/blog/090421/les-fallaces-de-lanti-decolonialisme] (consulté le 16 avril 2021).

58. Ce n'est pas toujours le cas, heureusement. Voir notamment S. Demart, « Au-delà de la controverse française : la critique postcoloniale dans le champ de la sociologie », *SociologieS*, dossier « Sociétés en mouvement, sociologie en changement. Décentrer le regard », 7 mars 2016, en ligne : [https://journals.openedition.org/sociologies/5300] (consulté le 10 décembre 2018) ; ainsi que, pour un état très documenté de la question, C. Boidin, « Études décoloniales et postcoloniales dans les débats français », *Cahiers des Amériques latines*, n° 62, 2009, p. 129-140, en ligne : [https://journals.openedition.org/

cal/1620] (consulté le 7 octobre 2022) ; et A. Policar, *L'universalisme en procès*, Lormont, Le bord de l'eau, 2021.

59. Sans qu'il soit possible d'entrer ici dans les détails, cette traduction allemande du terme allemand *Wertfreiheit* ne peut se comprendre que par la réception aronienne de Weber dans les années 1960 contre le risque marxiste de politisation de la recherche. Voir M. Joly, *Devenir Norbert Elias*, Paris, Fayard, 2012, ainsi que les *Leçons wébériennes sur la science et la propagande* rédigées par Isabelle Kalinowski dans M. Weber, *La science, profession & vocation*, Marseille, Agone, 2005.

60. C'est le cas du « militantisme » de Nathalie Heinich, dont la brochure *Ce que le militantisme fait à la recherche*, *op. cit.*, reproche à plusieurs auteurs et autrices de faire exactement ce qu'elle y fait, c'est-à-dire de prendre position. « Prendre position » n'est pas en soi un problème pour un ou une universitaire, mais elle implique une réflexion, voire une réflexivité, quant à la « position » envisagée.

61. La seule véritable exception est P.-A. Taguieff, *L'imposture décoloniale*, *op. cit.*, qui montre une plus grande connaissance, malheureusement entièrement déshistoricisée, de la littérature qu'il dénonce.

62. A. Mbembe, « Pourquoi ont-ils tous peur du postcolonial ? », AOC, 21 janvier 2020, en ligne : [<https://aoc.media/opinion/2020/01/20/pourquoi-ont-ils-tous-peur-du-postcolonial/>] (consulté le 2 février 2020).

63. J.-F. Bayart, « Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'État en France », *Le Monde*, 31 octobre 2020, en ligne : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/31/jean-francois-bayart-que-le-terme-plaise-ou-non-il-y-a-bien-une-islamophobie-d-etat-en-france_6057987_3232.html] (consulté le 6 novembre 2020).

64. « Les libertés sont précisément foulées aux pieds lorsqu'on en appelle à la dénonciation d'études et de pensée », art. cité. Nous avons précédemment souligné à quel point le néo-républicanisme français s'inscrit dans une vision critique de ce que serait le « modèle » américain. Voir R. Kuisel, *The French Way. How France Embraced and Rejected American Values and Power*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

65. S. L. Kaplan, « Si Frédérique Vidal repère des sorcières, il faut évidemment qu'elle les chasse », *Le Monde*, 2 mars 2021, en ligne : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/02/steven-l-kaplan-si-frederique-vidal-repere-des-sorcieres-il-faut-evidemment-qu-elle-les-chasse_6071637_3232.html] (consulté le 19 mars 2021).

66. Pour Bourdieu, l'*habitus* clivé provient d'une ambivalence dans la constitution de dispositions souvent contradictoires, créant des déchirements ou des tensions. Voir P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 79. Il imagine aussi que cela puisse déboucher sur une « double distance » par rapport aux positions dominées ou dominantes dans le champ. *Id.*, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 214.

67. R. Grosfoguel, « The Epistemic Decolonial Turn », *Cultural Studies*, vol. XXI, n° 2-3, 2007, p. 211-223. Voir aussi E. Restrepo et A. Rojas, *Inflexión decolonial: Fuentes, conceptos y cuestionamientos*, Popayán, Universidad del Cauca, 2010, p. 31-36.

68. Sur cette idée, voir R. Connell, *Southern Theory*, Cambridge, Polity Press, 2007.

69. R. Bhargava, « Pour en finir avec l'injustice épistémique du colonialisme », *Socio*, n° 1, 2013, p. 41-75.

70. « Les sciences sociales contre la République ? », *Le Monde*, 2 novembre 2020, en ligne : [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/11/02/les-sciences-sociales-contre-la-republique_6058195_1650684.html] (consulté le 4 novembre 2020).
71. L. Bantigny, « Non, la pensée décoloniale ne menace pas la République », *L'Obs*, 17 décembre 2018, en ligne : [<https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20181217.OBS7278/non-la-pensee-decoloniale-ne-menace-pas-la-republique.html>] (consulté le 5 janvier 2019).
72. « Les libertés sont précisément foulées aux pieds lorsqu'on en appelle à la dénonciation d'études et de pensée », art. cité.
73. P. G. Altbach, « Servitude of the mind? Education, dependency, and neocolonialism », *Teachers College Record*, vol. LXXIX, n° 2, 1977, p. 187-204.
74. Pour une exception qui témoigne d'un intérêt non négligeable pour la sociologie au sein du bloc soviétique, voir A. W. Gouldner, *The Coming Crisis of Western Sociology* [1^{re} éd. américaine 1970], Londres Heinemann, 1971, p. 459 sq.
75. Sur la synecdoquisation comme mode de canonisation et de naturalisation de la sociologie en provenance de certains pays occidentaux (France, Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Italie), je me permets de renvoyer à S. Dufoix, « Défaire la synecdoque. Pour une plus grande internationalité dans l'histoire française de la sociologie », *Sociologos*, n° 17, 2022, en ligne : [<https://journals.openedition.org/sociologos/5600>] (consulté le 20 mai 2022).
76. J. Derrida, « La structure, le signe et le jeu dans le discours des sciences humaines », dans *id.*, *L'écriture et la différence*, Paris, Le Seuil, 1967, p. 409-428.
77. K. Bhattacharya, « Swaraj in Ideas » [1928], dans *Four Indian Critical Essays: K. C. Bhattacharya, B. N. Seal, Rabindranath Tagore, Sri Aurobindo*, S. Ghose éd., Calcutta, Jijnasa, 1977, p. 13-22, citation p. 16 ; nous traduisons. Il est à noter que, selon certaines sources, Bhattacharya aurait donné la même conférence sous le même titre non en 1928 mais en octobre 1931, dans le cadre des Sir Asutosh Memorial Lectures de Candernagar (alors Chandernagor).
78. Gandhi, *Hind Swaraj. L'émancipation à l'indienne* [1909], S. Sharma et T. Suhrud éd., Ch. Malamoud préf., A. Montaut trad., Paris-Nantes, Fayard/Institut d'études avancées de Nantes, 2014.
79. K. Bhattacharya, « Swaraj in Ideas », art. cité, p. 13.
80. Sun B., *Geren jihua* 《个人计划》 (Planification individuelle) [1932], dans *Mengxiang Zhongguo - sanshi niandai zhishijie dui weilai de zhanwang* 《梦想的中国 — 三十年代知识界对未来的展望》 (*Chine rêvée : les espoirs des intellectuels des années trente*), Liu Y. éd., Beijing, Xiyuan chubanshe, 1998, p. 18-19, cité dans Zhou X., « Sun Benwen et la sociologie chinoise de la première moitié du XX^e siècle », *Temporalités*, n° 26, 2017, en ligne : [<https://journals.openedition.org/temporalites/3828>] (consulté le 18 mai 2022). À propos de l'importance de Sun Benwen dans la sociologie chinoise des années 1930 et 1940, voir aussi Li G., « The Synthesis School and the founding of "orthodox" and "authentic" sociology in Nationalist China: Sun Benwen's sociological thinking and practice », dans *Sociology and Anthropology in Twentieth-Century China. Between Universalism and Indigenism*, A. Dirlik, Li G. et Yen H.-p éd., Hong Kong, The Chinese University Press, 2012, p. 63-87.

81. A. Dirlik, « *Zhongguohua: Worlding China. The Case of Sociology and Anthropology in 20th-Century China* », dans *Sociology and Anthropology in Twentieth-Century China*, *op. cit.*, p. 1-39, particulièrement p. 16-17.
82. Pour reprendre la distinction établie par Stuart Hall entre « the West » et « the Rest ». Voir S. Hall, « The West and the Rest: Discourse and Power », dans *Formations of Modernity*, S. Hall et B. Gieben éd., Cambridge, Polity Press, 1992, p. 184-225. Le sociologue brésilien Paulo Henrique Martins a tout à fait raison, dans son récent livre sur la colonialité, d'évoquer les conceptions critiques européennes, qu'il s'agisse de celles de l'École de Francfort et de ses suites ou bien de l'anti-utilitarisme et du convivialisme. P. Henrique Martins, *Critical Theory of Coloniality*, Londres, Routledge, 2022. Il ne s'agit pas ici de postuler que seuls les auteurs non occidentaux sont critiques, mais cette question mériterait un développement en soi.
83. C'est le sens même du livre de D. Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe, La pensée postcoloniale et la différence historique* [1^{re} éd. américaine 2000], Paris, Amsterdam, 2009.
84. O. Fals Borda, *Ciencia propia y colonialismo intelectual*, México, Nuestro Tiempo, 1970.
85. C. Torres Restrepo, « El problema de la estructuración de una auténtica sociología de América Latina » [1961], *Revista Colombiana de sociología*, vol. VI, n° 2, 2001, p. 133-139. Sur Torres, voir L. Picarella, « Camilo Torres Restrepo: Political struggle, sociology and praxis », *Culture e Studi del Sociale*, vol. IV, n° 1, 2019, p. 63-76.
86. A. Khatibi, *Bilan de la sociologie au Maroc*, Rabat, Publications de l'Association pour la recherche en sciences humaines, 1967, p. 28.
87. T. Ben Jelloun, « Décolonisation de la sociologie au Maghreb », *Le Monde diplomatique*, n° 245, 1974, p. 18.
88. À notre connaissance, l'une des premières réflexions collectives sur la *relevance* date de la fin des années 1960 : *The Relevance of the Social Sciences in Contemporary Asia*, World Student Christian Federation et East Asia Christian Conference éd., Tokyo, World Student Christian Federation, 1968. Voir aussi S.-F. Alatas, « The theme of "relevance" in third world human sciences », *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. XVI, n° 2, 1996, p. 123-140.
89. T. Nagel, *The View from Nowhere*, Oxford, Oxford University Press, 1986.
90. S.-H. Alatas, « The captive mind and creative development », *International Social Science Journal*, vol. XXVI, n° 4, 1974, p. 691-700, citation p. 692.
91. *Ibid.*, p. 691.
92. Je m'intéresse ici majoritairement à la question des circulations. Cela ne signifie en rien que d'autres approches ne sont pas particulièrement utiles pour contrer et démonter les arguments stériles et faux contre le constructivisme. Pour ne prendre que les exemples de l'utilité sociologique, anthropologique et philosophique du recours à des termes comme celui de *race* ou à des concepts comme *intersectionnalité* ou *genre*, il faut citer, pour la France, et parmi bien d'autres, les travaux de Magali Bessone, de Matthieu Renault, de Sarah Mazouz, d'Elsa Dorlin, d'Éléonore Lépinard ou de Laure Béréni.

RÉSUMÉS

Depuis quelques années, les sciences sociales françaises – la sociologie en tête – connaissent une période de vive tension caractérisée en particulier par des attaques concernant le caractère « idéologique » – et donc non scientifique – de la discipline et sa vulnérabilité face à l'invasion du « décolonialisme » venu des États-Unis. Pourtant, la plupart de ces accusations reposent sur des approximations, des erreurs et des méconnaissances qu'il est nécessaire de corriger pour bien faire la différence entre par exemple le « décolonialisme » dénoncé par les néo-républicains – politiques ou universitaires – et la « pensée décoloniale » qui est le résultat d'une histoire complexe et dont le caractère critique provient d'une opposition épistémologique à l'universalisme abstrait de type occidental. Un rapide panorama de certains mouvements académiques non occidentaux montre d'ailleurs qu'une grande partie des pensées contre-hégémoniques ont adopté une posture critique afin de pouvoir envisager un nouvel universalisme.

For some years now, the French social sciences –sociology in particular– have been undergoing a period of great tension that was essentially characterised by attacks on the “ideological” –and therefore unscientific– character of the discipline and its vulnerability to the invasion of “decolonialism” from the United States. However, most of these accusations are based on approximations, errors, and misunderstandings that need to be corrected in order to distinguish between, for example, the “decolonialism” denounced by neo-republicans –be they political or academic– and “decolonial thought”, which springs from a complex history and whose critical character stems from an epistemological opposition to abstract universalism of the Western type. A quick overview of certain non-Western academic movements shows that a large part of counter-hegemonic thought has adopted a critical stance in order to be able to envisage a new universalism.

INDEX

Mots-clés : savoirs critiques, postcolonialisme, décentrement, universalisme, pensée décoloniale

Keywords : critical knowledge, postcolonialism, decentering, universalism, decolonial thought

AUTEUR

STÉPHANE DUFOIX

Université Paris-Nanterre, Institut universitaire de France • Stéphane Dufoix est professeur de sociologie à l'université Paris-Nanterre et membre senior de l'Institut universitaire de France. Il enseigne également à Sciences Po et à l'université Paris-Cité. Ses recherches actuelles portent sur les enjeux d'une écriture mondiale des sciences sociales. Parmi ses publications récentes : *Bourdieu et les disciplines* (édité avec Christian Laval ; Presses universitaires de Paris-Nanterre, 2018) ; ainsi que *Des sciences sociales à la science sociale* (édité avec Alain Caillé, Philippe Chanial et Frédéric Vandenberghe ; Le bord de l'eau, 2018). À paraître en 2022 : *Décolonial*, Anamosa.